

# CONjoncture EUropéenne et Régionale



**iéseg**  
SCHOOL OF MANAGEMENT  
LILLE - PARIS

I&S Industries  
& Services

Numéro 036

Achévé de rédiger le 21 mars 2011

## MONDE : Risques

Les pays du G20, réunis à Paris le 19 février dernier, sont parvenus à définir une grille d'indicateurs permettant de prévenir les déséquilibres commerciaux et financiers, mais leur mode de fonctionnement n'a pas été déterminé et les réserves de change et les taux de change effectifs réels ont été rayés de la liste adoptée, sous la pression de la Chine. Ainsi, la **croissance mondiale** se poursuit au rythme de +4,8% l'an, bien au-dessus de la moyenne de long terme de +3,7%. La production industrielle agrégée des 50 principaux pays a augmenté de +7,7% sur un an et de +12,3% l'an sur les trois derniers mois, entretenant la hausse des prix des produits de base. Si l'offre de produits agricoles est affectée par de nombreux aléas climatiques, les cours du Brent, dont la progression a été accélérée par la montée en puissance des troubles politiques dans le monde arabe, sont revenus vers les 115 dollars le baril. Les conséquences déstabilisatrices sont lourdes pour les pays importateurs, tant sur le pouvoir d'achat des ménages que sur les marges des entreprises. Ces tensions sur les prix des approvisionnements replacent l'inflation au centre du débat alors que les risques de déflation inquiétaient il y a seulement quelques mois. En effet, la hausse des prix à la consommation s'accélère dans le monde émergent où les autorités resserrent leur politique monétaire, mais également dans les pays développés.

Aux **États-Unis**, la croissance a été révisée en baisse à +2,8% l'an au lieu de +3,2% au quatrième trimestre 2010, ce qui est essentiellement dû à une correction de la consommation des ménages. Pourtant, les revenus des ménages ont augmenté de +1% en nominal et l'indice de confiance des consommateurs est en forte hausse en février à 70,4, son plus haut niveau depuis février 2008. Mais d'une part, les transferts publics nets d'impôts ont reculé, et d'autre part, les ménages ont redressé en janvier leur taux d'épargne à 5,8%. Par ailleurs, l'amélioration tarde encore à se manifester dans l'immobilier résidentiel. Ceci n'empêche pas les indices ISM manufacturier et non manufacturier de progresser en février et d'atteindre des valeurs

élevées. Cette accélération devrait profiter au marché du travail. Sur le front de l'emploi, la relative embellie se confirme (+192.000 emplois en février). Le taux de chômage à 8,9% poursuit sa décrue, tout en restant à un niveau élevé pour les États-Unis. Le président Obama a présenté un plan ambitieux de réduction à court et à moyen termes du déficit budgétaire. L'enjeu est double. D'une part, le déficit actuel est particulièrement important, sans doute encore supérieur à 10% du PIB au quatrième trimestre 2010. D'autre part, les débats sur les finances publiques, tant sur les recettes que les dépenses, sont et resteront particulièrement rudes entre démocrates et républicains jusqu'aux prochaines élections présidentielles.



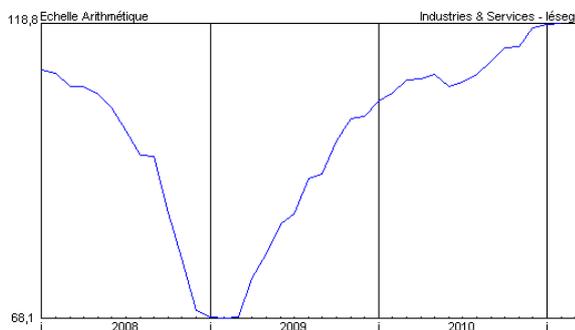
Source : COE-Rexecode

Au **Japon**, la catastrophe compromet le rebond de l'activité qui était prévu dès le premier trimestre 2011. Le coût du séisme pourrait atteindre 3,5% du PIB. Le gouvernement va devoir refinancer une large part des dégâts dans un contexte de finances publiques très dégradées. La dette se situe déjà à près de 200% du PIB en 2010. Le rebond récent de la production industrielle ne manquera pas de laisser la place à une rechute du fait des ruptures d'approvisionnement énergétique. La Banque du Japon prend des mesures pour contrer les effets du séisme et du tsunami dans les circuits économiques et financiers. Par ailleurs, elle anticipe un mieux sur la déflation qui a atteint le seuil de 0% après des années de repli au cours de la dernière décennie.

## EUROPE : Craintes inflationnistes

En zone **€uro**, les pays membres ont adopté le 11 mars un Pacte pour l'€uro voulu par l'Allemagne pour la stabilité de la monnaie. Ils ont aussi décidé de renforcer et d'élargir le fonds de soutien à la monnaie unique. La zone sort lentement mais sûrement de la récession. Après le vif rebond du printemps, le PIB s'est redressé à un rythme moyen de +1,3% l'an au second semestre 2010, résultat décevant qui s'explique pour partie par des aléas. En effet, la confiance des agents économiques continue de se renforcer, de sorte qu'elle approche les points hauts enregistrés en 2007. Concernant l'industrie, les résultats de l'enquête de février demeurent globalement favorables. La production industrielle se redresse (+0,3% en janvier), mais les performances nationales demeurent très hétérogènes : forte croissance en Allemagne et chez ses voisins, modeste reprise italienne, quasi-stagnation espagnole et aggravation de la récession en Grèce en raison de sévères mesures d'austérité. Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise, notamment les indices des directeurs d'achat suggèrent de meilleurs résultats en 2011. Le taux de chômage est passé sous les 10% (9,9% en janvier). En particulier, le reflux se poursuit outre-Rhin où le taux de chômage à 7,3% est au plus bas depuis décembre 1991.

Perspectives d'activité de l'industrie dans la zone Euro (6 pays)



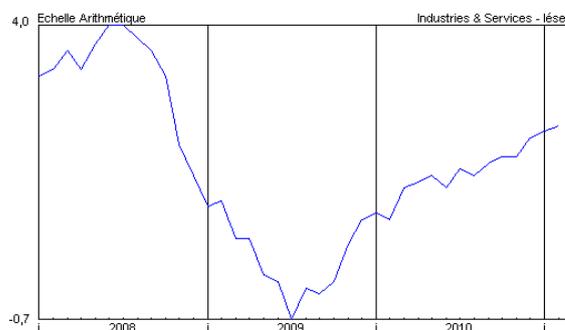
Source : Eurostat

Si la **masse monétaire M3** a cessé de s'accélérer (+1,5% sur un an en janvier), l'indice des **prix à la consommation** est en hausse (+2,4% sur un an en février et +2,9% l'an sur les trois derniers mois connus alors qu'elle se situait à +1% un an plus tôt). L'inflation sous-jacente reste sous contrôle (+1,1% en janvier), mais une forte augmentation des prix alimentaires et de l'énergie ainsi que le relèvement de la fiscalité indirecte dans plusieurs pays se répercutent mécaniquement sur l'indice d'ensemble. La progression des prix à la consommation en zone €uro pourrait en moyenne approcher +3% en 2011, avec un pic en glissement annuel autour de l'été. La BCE se prépare à relever son **taux directeur** au printemps. Elle entend

notamment éviter des "effets de second tour" ou de "spirale", c'est-à-dire une accélération de la hausse des salaires en relation avec le coup de fièvre temporaire des prix.

En **Allemagne**, l'économie a poursuivi son redressement durant l'automne, affichant cependant en raison d'aléas, une croissance du PIB ralentie en regard des progressions enregistrées aux deuxième et troisième trimestres. La consommation, en hausse depuis début 2010, affiche une avance de +0,2% sur un trimestre, soutenue par la baisse continue du chômage et les hausses de salaires. Elle se rapproche ainsi de son niveau d'avant-crise. L'investissement a quant à lui été particulièrement pénalisé par le froid et les fortes chutes de neige de la fin d'année dans le pays, et recule par conséquent de -1,1%. Cet aléa climatique a en effet fortement pesé sur l'investissement en construction (-3,9% sur un trimestre) dont le recul n'a pas été entièrement compensé par l'augmentation enregistrée dans les biens d'équipement (+2,6%). Les exportations ont de nouveau progressé à un rythme soutenu cet automne (+2,5%), dépassant ainsi leur point haut de début 2008. Au final, le rebond du PIB en 2010 aura dépassé toutes les attentes, avec une croissance de +3,5%.

Variation annuelle des prix à la consommation dans la zone Euro en %

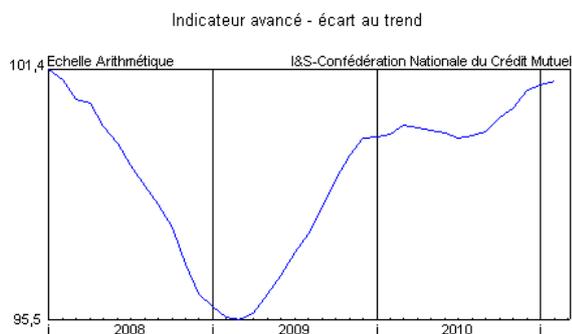


Source : Eurostat

L'année 2011 semble continuer sur cette lancée. En effet l'indicateur du climat des affaires Ifo a atteint un nouveau point haut historique en février, à 111,2 (+0,9 point), les perspectives à six mois et la situation courante poursuivant toutes deux leur ascension (+0,1 et +1,9 point). Dans le même temps, les indices PMI des secteurs manufacturier et tertiaire, avec respectivement 62,7 et 59,5 en février, annoncent une croissance de l'activité du secteur privé soutenue en ce début d'année. Enfin, la progression pour le huitième mois consécutif de l'indice GfK, à 6 en mars (+0,2 point sur un mois), marque un retour de la confiance des ménages, ce qui devrait soutenir la consommation.

## FRANCE : Une compétitivité compromise

Le **taux de croissance** de l'économie française est estimé à +1,5% en 2010, après -2,6% en 2009 et +0,1% en 2008. A titre de comparaison, le taux de croissance de la zone Euro serait de +1,7% avec une très forte dispersion entre quelques pays "périphériques" encore en récession et l'Allemagne qui fait figure d'exception. L'amélioration de l'activité au dernier trimestre 2010, suggérée par la bonne tenue des enquêtes de conjoncture, ne s'est pas traduite par une franche accélération de l'expansion, car plusieurs phénomènes (grèves du mois d'octobre, aléa climatique) ont pesé sur la croissance, mais la conjoncture française a commencé l'année à un rythme soutenu. L'indice du climat des affaires est stable à 106, au-dessus de sa moyenne de longue période.



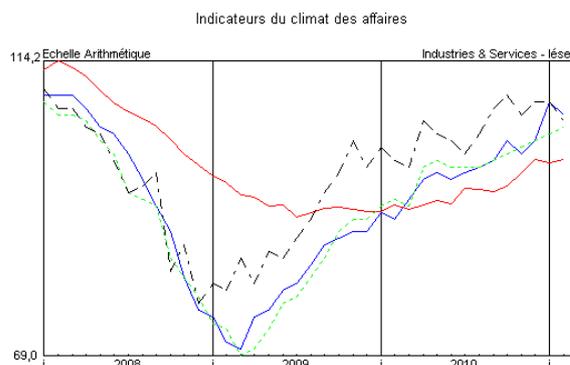
Source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Dans l'industrie manufacturière, les **perspectives** personnelles de production des chefs d'entreprise, bien qu'en léger repli, se maintiennent à un niveau relativement élevé. La **production industrielle** a augmenté de +1% en janvier et la seule production manufacturière de +1,8%, mais l'indice reste encore inférieur de -9,8% à son plus haut point d'il y a trois ans. Le redémarrage de l'industrie a permis de réduire nettement les destructions nettes d'emplois l'an dernier dans ce secteur.

Les **exportations** françaises, qui représentaient 55% des exportations allemandes en 2000, sont tombées à 40% en 2010. Les statistiques les plus récentes révèlent que les niveaux des coûts horaires entre la France et l'Allemagne sont désormais très proches dans l'industrie (ils étaient inférieurs de -15,7% il y a dix ans), mais plus élevés de plus de +11% en France dans l'ensemble de l'économie alors qu'ils se situaient à -7,3% en deçà des coûts allemands en 2000. Par ailleurs, la hausse des cours du pétrole a affecté en janvier la balance commerciale qui affiche son plus important déficit depuis deux ans et demi (-5,89 milliards d'euros). En rythme annuel, il ressort à plus de 70 milliards d'euros, ce qui s'explique par le renchérissement de la facture énergétique. Les exportations demeurent à la fois un sujet d'espoir et d'inquiétude. Espoir car à l'évidence les débouchés dans les économies émergentes continueront à se

développer fortement. Inquiétude parce que les performances françaises ne sont pas à la hauteur de la demande qui lui est potentiellement adressée.

La progression de l'activité tient surtout à la hausse des dépenses de **consommation des ménages**. En moyenne sur l'année 2010, la consommation totale a progressé de +1,6%. Si en janvier, les achats en produits manufacturés se sont tassés, la moyenne mobile sur trois mois progresse et est au plus haut. En février, les immatriculations de voitures ont rebondi à 2,6 millions en rythme annuel. L'augmentation de la dépense des ménages a probablement été favorisée par une réduction du taux d'épargne qui pourrait se situer autour de 16% du revenu disponible brut en 2010, un taux comparable à celui de 2009. La masse des salaires et traitements bruts versés aux ménages n'a progressé que de +1% l'an au dernier trimestre 2010. En lien avec la remontée de l'indice des prix à la consommation, le revenu disponible brut des ménages a probablement reculé en fin d'année.



Source : Insee – en **bleu** : industrie – en **rouge** : bâtiment – en **vert** : services – en **noir** : commerce de détail.

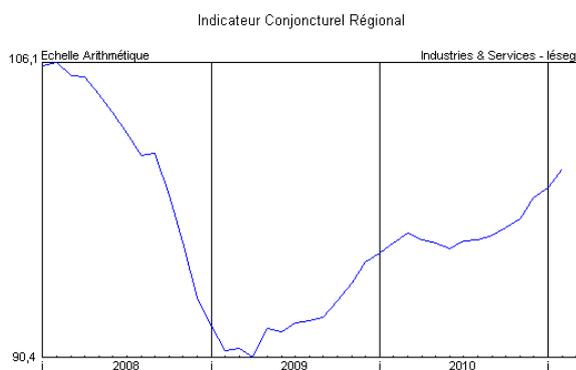
Les ménages ont repris leurs **investissements en logement** (+2,5% l'an au quatrième trimestre après +4,5% l'an au trimestre précédent) comme le suggérait l'évolution de la demande de crédit habitat (+8% en janvier en rythme annuel). En janvier, le rythme annualisé des mises en chantier de logements est passé à plus de 440.000. Les permis de construire ont également augmenté, ressortant à plus de 490.000 par an.

Selon le projet de loi de finances, le **déficit des administrations publiques** reviendrait à 6% du PIB en 2011 après 7,7% l'an dernier, grâce à une moindre progression des dépenses, à la disparition de mesures de surcoûts temporaires et à la baisse des niches fiscales et sociales. L'ampleur de cette réduction (-1,7 point) est comparable à celle attendue par les grandes institutions internationales dans leurs dernières prévisions économiques. Pour 2012, le gouvernement français anticipe un déficit de 4,6%, en regard de 4,9% pour le FMI et 5,8% pour la Commission européenne.

## NORD-PAS DE CALAIS : Demande soutenue

### ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 18 mars, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de février a rejoint sa tendance de moyen terme (1983-2010). L'activité s'est globalement stabilisée et le taux d'utilisation des capacités productives a atteint son plus haut niveau depuis mai 2008. La demande reste dynamique et les anticipations des industriels sont toujours favorables. Les échanges sont un peu plus soutenus tandis que la consommation s'est redressée. Cependant le sous-indicateur de l'emploi ne présente toujours pas d'amélioration.



Source : Industries & Services - léseg

### ACTIVITE

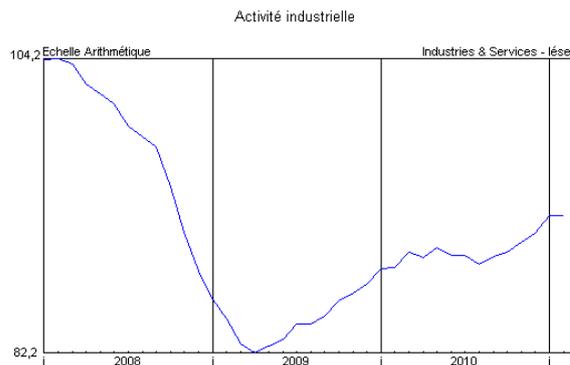
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

**Industries agroalimentaires** : Une reprise sensible des commandes a entraîné une nette amélioration de la production régionale. Cependant, la situation est demeurée contrastée selon les compartiments. En particulier, le travail de la viande, la fabrication de produits laitiers et la transformation du poisson apparaissent plus réservés que l'ensemble du secteur. Dans tous les cas, l'activité devrait encore s'accroître dans les prochaines semaines.

**Biens d'équipement professionnel** : La production a légèrement baissé en février tandis que la demande a stagné. Mais les plans de charge sont demeurés très bien fournis dans les deux principales branches de la fabrication des équipements électriques et des machines et équipements mécaniques. Une sensible remontée des cadences est ainsi attendue à court terme.

**Matériel de transport** : Les fabrications sont demeurées en hausse dans l'industrie automobile. Les assembleurs déclarent désormais disposer de carnets de commandes tout à fait satisfaisants et ont accentué leur production. Un ralentissement est néanmoins programmé dans les prochaines

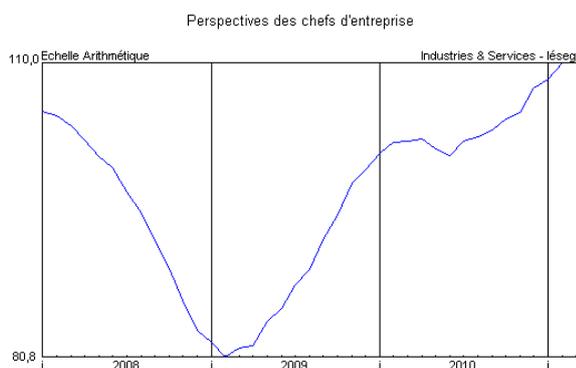
semaines. Pour leur part, les équipementiers qui estiment également disposer de plans de charge suffisants, ont accru leur niveau d'activité, mouvement qui devrait se prolonger à court terme. Enfin, la production d'industrie du matériel ferroviaire est restée stable et, si les entrées d'ordres se sont inscrites en net retrait, les carnets demeurent suffisamment confortables pour autoriser une hausse sensible du rythme des fabrications.



Source : Industries & Services - léseg

**Autres produits industriels** : L'activité a marqué le pas après la vive accélération de janvier. Seules la métallurgie et la fabrication de produits métalliques ont progressé, dans des proportions supérieures aux attentes. Mais la demande reste favorablement orientée dans la plupart des secteurs et l'augmentation des cours des matières premières peut être intégrée, au moins partiellement, dans les prix de vente. Les anticipations de la clientèle, en lien avec les évolutions tarifaires, contribuent à alimenter les carnets. Un rebond devrait intervenir en mars.

**Construction** : Selon les statistiques ministérielles ([Sit@del2](#)), les autorisations de bâtir de nouveaux logements se sont redressées en janvier à un an d'intervalle dans le Nord-Pas de Calais : -27,4% contre +24,2% en France métropolitaine, conduisant à des évolutions annuelles cumulées février 2010-janvier 2011 respectivement de +13,7% et de +19,5%. Les mises en chantier ont encore légèrement progressé dans la région : +3,6% contre +40,7% en France, soit, en année mobile, +7,7% et +6,2%. Dans la construction neuve non résidentielle, les superficies de locaux autorisés ont repris leur progression avec +21,24% soit -9,6% en année mobile (contre, respectivement +17,5% et 0% en France métropolitaine). Les mises en chantier régionales demeurent encore en forte baisse : -26,9% sur le mois et -12,1% en année mobile, (contre -18,8% et -16,5% en France métropolitaine).

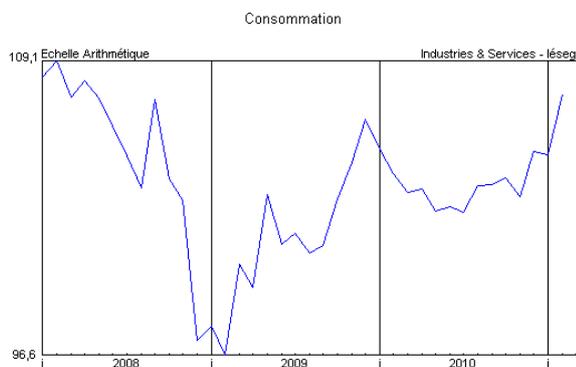


Source : Industries & Services - léség

**Services aux entreprises** : L'activité poursuit sa croissance. Dans l'intérim la demande se maintient et l'optimisme continue de prévaloir. Les secteurs de l'informatique et des services de communication restent bien orientés et ont accru leurs effectifs. La concrétisation de contrats soutient fortement les activités de conseil, les cabinets d'architecture, l'ingénierie, le contrôle et l'analyse technique. Les opinions sont en revanche, beaucoup plus nuancées dans les secteurs administratifs et de soutien.

## CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a assez nettement progressé en février. Les immatriculations d'automobiles neuves sont demeurées soutenues, l'écart à un an d'intervalle étant d'ailleurs accentué par le fait que celles-ci avaient été assez faibles en février 2010.



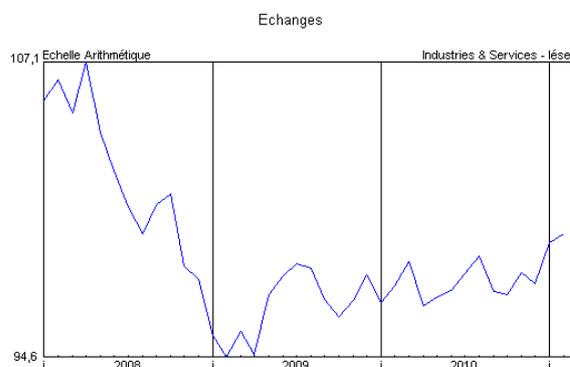
Source : Industries & Services - léség

Dans le commerce de détail, les transactions en volume se sont redressées dans de nombreux rayons. Les ventes de textile-habillement, de cuir-chaussures, de meubles, d'appareils électroménagers et d'articles de bricolage ont bénéficié de cette amélioration tandis que l'électronique grand public se maintenait à un haut niveau. Les rayons quincaillerie, horlogerie-bijouterie et livres-papeterie n'ont cependant pas participé au mouvement. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – a fortement progressé à un an

d'intervalle (+9,3% pour l'ensemble des articles et +3,4% pour le seul compartiment textile-habillement), mais le point de référence est l'un des plus bas jamais atteint par ce secteur. Par rapport à janvier, les variations ont été, respectivement, de -0,5% et de +0,8%.

## ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** s'est inscrit en très forte hausse en février (+78% à un an d'intervalle), tant pour les vracs solides (+335%) - charbons et céréales - et que les vracs liquides (+330%) où les prélèvements sur les stocks d'hydrocarbures se sont poursuivis. L'évolution des exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic (46% des volumes pour le mois de février) qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, a été beaucoup plus modéré +3%, soutenu par le trafic de conteneurs pleins, dont le volume a doublé.



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à février, les livraisons de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont encore légèrement progressé à un an d'intervalle. L'augmentation du prix des carburants ne semble pas encore avoir exercé ses effets. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entrepôt révèle une augmentation soutenue du volume des prestations et des prévisions toujours favorables. Le redressement des immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs et de **véhicules industriels** se poursuit selon un rythme très soutenu.

Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a régressé de -7,1% (soit -7,8% hors transit, déroutements et "divers"). La baisse de la fréquentation des vols "vacances" (charters) s'est accentuée, en raison, en partie, des événements en Afrique du Nord. Les vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") ont encore légèrement progressé (+3,2%) tandis que ceux avec l'Union

Européenne (incluant les vols intérieurs) marquaient le pas (-2,9%).

## EMPLOI

En janvier, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a baissé de -1% par rapport à décembre pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +2,4% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de -0,7% et de +1,4%. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, l'évolution mensuelle régionale a été de -0,4%, contre 0% en France et de +4,6% contre +4,4% par rapport à janvier 2010. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +3% (+3,2% dans le pays) et celui des femmes de +6,4% (contre +5,7%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -4,7%, contre -3,2% (comme en France métropolitaine). Elle a été de +14,6% (contre +16,5%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus. Le taux de chômage moyen (au sens du BIT) du quatrième trimestre 2010 s'est établi dans le Nord-Pas de Calais à 12,9% de la population active (comme au trimestre précédent), contre 9,2% en France Métropolitaine (9,3% au trimestre précédent), soit 13,1% dans le département du Nord et 12,6% dans celui du Pas-de-Calais.

En février 2011, le nombre d'heures d'**activité partielle** autorisées dans les établissements a d'ailleurs encore baissé de -61,2% dans la région, contre -67,9% en Métropole. En janvier, le recul des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions

de conversion, de PAP anticipés et de CRP) s'est poursuivi en baissant de -22,7% sur un an après -28,9% en décembre (contre -10,8% après -19,7% en France). Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de -0,4% contre +2,9% en France métropolitaine. Simultanément, celui des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +10,7% contre +6,1% dans le pays.



Source : Industries & Services - léseg

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi a légèrement augmenté en janvier à un an d'intervalle de +5,3%, contre +11,2% pour la référence nationale (en données brutes). Par catégorie d'offres, les évolutions sont restées toujours très fortement dispersées : -20,7% contre +2% pour les offres durables (plus de 6 mois), +24% contre +26,3% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et +25,4% contre -21,1% pour les emplois occasionnels (en données corrigées des variations saisonnières).

## MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture EUropéenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'léseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'léseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – [www.ieseg.fr](http://www.ieseg.fr) - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : [f.millequant@ieseg.fr](mailto:f.millequant@ieseg.fr) ou [francois.millequant@wanadoo.fr](mailto:francois.millequant@wanadoo.fr)

Dr Hassan El Asraoui : [h.elasraoui@ieseg.fr](mailto:h.elasraoui@ieseg.fr)

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur les sites :

<http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/> et <http://coeur.ieseg.fr>